



HAL
open science

Elites médicales et quartiers populaires

Anne-Marie Arborio

► **To cite this version:**

Anne-Marie Arborio. Elites médicales et quartiers populaires. Journée d'études "Les sciences sociales dans la rue. Dynamiques sociales et renouvellement urbain au centre de Marseille" (organisée dans le cadre de la fête de la Science, MMSH, Aix-en-Provence, 11 octobre 2004., 2004, pp.6. halshs-00005643

HAL Id: halshs-00005643

<https://shs.hal.science/halshs-00005643v1>

Submitted on 15 Nov 2005

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Elites médicales et quartiers populaires¹

Anne-Marie ARBORIO

**Communication pour la Journée d'études
« Les sciences sociales "dans la rue" .
Dynamiques sociales et renouvellement urbain au centre de Marseille »,
(organisée dans le cadre de la Fête de la Science),**

lundi 11 octobre 2004,

Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, Aix-en-Provence

On a rappelé tout à l'heure notre démarche consistant à travailler sur un terrain commun en y important nos compétences spécifiques sur certains objets qu'on avait étudiés auparavant sur d'autres terrains. Pour moi qui avais travaillé sur les aides-soignantes hospitalières, l'alternative que je voyais devait m'amener à travailler soit sur les femmes de ménage de la rue, soit sur les professions de santé nombreuses à être installées rue de la République. Dans les deux cas, il me fallait quitter le terrain de l'organisation hospitalière pour un terrain urbain, mais dans le second, il fallait en outre laisser les catégories salariées pour les professions libérales, et les travailleurs de faible niveau de qualification pour des professions très diplômées, bref les classes populaires pour une catégorie qu'on situ plutôt du côté de la bourgeoisie.

J'ai choisi la voie qui m'éloignait le plus de mes objets habituels pour au moins deux raisons. D'abord parce que les professions de santé étaient régulièrement croisées par les autres chercheurs de l'équipe : un médecin avait été interrogé pour la monographie d'immeuble, tel autre avait servi de relais pour entrer en contact avec Anna la Crétoise dont le portrait fait le dernier chapitre de l'ouvrage, des professionnels de santé étaient recherchés par une agence d'intérim spécialisée installée au moment de l'enquête et surtout, les cabinets médicaux constituaient l'activité commerciale la plus représentée dans la rue d'après les premières recherches de Sylvie Mazzella sur le commerce. Ensuite parce que les professions de santé permettaient de rejoindre la problématique du classement social dans la rue. En

¹. Cette communication reprend les résultats de notre recherche sur les médecins rue de la République publiés dans Pierre FOURNIER, Sylvie MAZZELLA (Dir.), *Marseille, entre ville et ports. Les destins de la rue de la République*, Paris, La Découverte, Coll. Recherches, 2004, pp. 137-154.

s'intéressant aux professions de santé, et en particulier aux médecins, ne se donnait-on pas une chance de rencontrer ou prendre la mesure de la présence d'une certaine bourgeoisie dans la rue ?

C'est armée de cette problématique générale du classement social dans la rue que j'ai entrepris mon enquête. Le chantier s'est ouvert d'abord dans des directions multiples et a donné lieu à diverses formes d'investigation : observation ethnographique, recueil de données quantifiées, entretiens avec des professionnels, travail sur archives. Le papier présenté dans l'ouvrage ne rend compte que d'une petite partie de ce travail d'enquête. Nous avons le souci d'inscrire la question du classement social dans la dynamique urbaine, d'où un travail sur l'histoire à partir d'archives, et c'est finalement sur les trois ou quatre décennies qui ont suivi le percement de la rue que j'ai le plus avancé, parallèlement au travail sur le présent pour l'heure peu exploité, laissant d'ailleurs en friche toute la période intermédiaire.

Un nouvel espace de pratique pour les professionnels de santé

Pour commencer, je voudrais rappeler comment le percement de la rue de la République a offert un nouvel espace de pratique aux professionnels de santé.

Les annuaires commerciaux comme l'*Indicateur marseillais* ou bien les listes nominatives du recensement² attestent en effet de **la présence de professionnels de santé dès l'ouverture de la rue**. Des médecins se sont installés rapidement et en nombre dans cette artère, au fil de l'avancée des constructions, c'est-à-dire d'abord au sud de la rue. Jusqu'en 1875, un seul est installé au-delà de l'actuelle place Sadi Carnot si l'on excepte le médecin des Docks qui exerce place de la Joliette dès 1867. Mais la construction de nouveaux immeubles étend la présence de professionnels de santé autres que les médecins vers le Nord. Sept pharmacies s'ouvrent ainsi tout au long de la rue dans une configuration quasi inchangée jusqu'à aujourd'hui.

L'attrait représenté par la rue de la République pour les professionnels de santé ne s'est pas démenti pas par la suite. La rue de la République, sans être particulièrement privilégiée, apparaît **durablement comme un lieu possible d'exercice** de la médecine quand d'autres rues ou quartiers sont quasiment dépourvus de toute présence médicale. Il s'agit bien d'un espace de pratique *nouveau*, non seulement parce que le quartier est entièrement remodelé mais aussi parce qu'il remplace un quartier ancien complètement dépourvu de présence médicale³.

Si l'espace est nouveau pour l'installation libérale, le quartier est marqué par **la proximité d'institutions de soins** dont on peut se demander si elles représentaient un attrait pour des médecins libéraux en quête de lieux pour s'installer. On pense ici

². Sur les sources de cette recherche et leur utilisation, cf. Arborio, rapport original, 2003, p. 159-191.

³. Aucun ne semble avoir été contraint de quitter son cabinet du fait des opérations de réhabilitation du quartier, seuls quelques-uns exerçaient auparavant autour de l'Hôtel de Ville.

à l'Hôtel-Dieu en cours de rénovation lors du percement de la rue, qui abrite d'ailleurs l'école préparatoire de médecine jusqu'en 1875 avant qu'elle ne soit déplacée vers l'ancien Palais de Justice place Daviel, puis vers le Palais du Pharo en 1893. Les étudiants en médecins sont d'ailleurs quelques-uns à loger rue de la République d'après les listes nominatives de recensement de population. On pense aussi à l'hospice de la Charité qui accueille encore des indigents jusqu'à la construction de la « Nouvelle Charité » (l'hôpital Sainte-Marguerite) à la toute fin du XIX^e siècle. Le réseau d'institutions de soins se densifie par la suite avec beaucoup plus tard, au début des années 1920, l'hôpital Paul Desbief et tout au long de la période, des institutions de bienfaisance diverses, associant des médecins, qui ont leur siège à proximité. L'installation de la Maison de la Mutualité rue François Moisson en septembre 1906 amène des mutualistes de tout Marseille aux alentours de la rue de la République. L'activité libérale des médecins ou parfois de sages-femmes à la fin du XIX^e siècle densifie encore les possibilités d'accueil de malades dans le quartier avec l'installation de maisons de santé et de cliniques dans les immeubles de la Société immobilière marseillaise (SIM) qui bénéficient de la disponibilité de grands appartements des nouveaux immeubles

La proximité des établissements hospitaliers dans lesquels quelques médecins ont des activités mais dont la clientèle est différente de celle des cabinets médicaux n'est pas forcément un atout recherché. C'est surtout le signe des contrastes du quartier avec d'un côté des institutions de prise en charge des classes populaires comme l'hôpital, et des structures nouvelles ouvertes aux malades des classes moyennes ou de la bourgeoisie auxquels l'hôpital, réservé aux indigents, n'est pas encore accessible.

Un lieu de résidence pour une fraction de la bourgeoisie ?

Après ce premier constat, on peut se demander si ces professionnels de santé peuvent être tenus pour membres de la bourgeoisie attendue dont on a dit qu'elle n'avait pas investi le secteur à la hauteur de ce qu'envisageaient les investisseurs impliqués dans cette opération immobilière. Autrement dit, les professionnels de santé font-ils partie d'une minorité bourgeoise ayant répondu aux attentes des investisseurs ?

On n'a pas cherché ici à discuter la question du classement des médecins. Bien que ceux-ci constituent alors un groupe hétérogène, notamment en termes de revenus et de patrimoine, ils forment une profession au sens de la sociologie et apparaissent comme une fraction de la bourgeoisie qui exerce « des professions plus ou moins rémunératrices permettant d'accéder aux avantages de la société bourgeoise » [Daumard, 1987, p. 187]. Ici pour des raisons de méthode mais aussi pour des raisons de fond, on a pris le parti de se concentrer sur quelques-uns des médecins qui forment **l'élite des médecins marseillais**, et relèvent ainsi sans contestation à la bourgeoisie. Tout d'abord parce que ce sont eux qui laissent des traces nombreuses et autorisent donc le croisement de sources diverses quand de nombreux autres médecins n'exercent que pour une période très courte dans la rue, voire dans la ville, et ne laissent que peu de traces en dehors de cette adresse, d'un

horaire de consultation, parfois une « spécialité ». Ensuite parce qu'en s'intéressant à l'élite médicale, on peut poser la question du classement social autrement. La rue de la République offre-t-elle des espaces de pratique et de résidence acceptables y compris par les membres de l'élite des médecins ?

Il s'agissait donc de privilégier les médecins de la rue de la République qui cumulaient **les postes et les fonctions les plus visibles** et disposaient d'un grand nombre d'attributs habituellement associés à la bourgeoisie. C'était notamment le cas d'Hippolyte Mireur, installé au n° 1 de cette rue de 1868 à 1914, dont le portrait est particulièrement détaillé dans l'ouvrage. Ici, un fils de la bourgeoisie terrienne, qui s'installe dans l'immeuble de la Samaritaine, dans la partie la plus cossue de l'immeuble. Il s'inscrit parmi ces notoriétés locales de la médecine qui cumulent les postes stratégiques [Léonard, 1981, p. 87] : dans les associations de syndicats et de médecins, dans le pouvoir municipal, dans l'administration. Sa biographie rappelle que l'appartenance à l'élite médicale peut se jouer, sans exclusive, sur de multiples scènes : l'enseignement et l'exercice hospitalier en font partie mais aussi les liens avec la bourgeoisie locale, avec le pouvoir municipal, la participation à des institutions de bienfaisance, à des sociétés philanthropiques, etc... L'inscription dans les annuaires de la bourgeoisie achève de distinguer ces médecins détenteurs multiples formes de capitaux et de les rapprocher d'autres fractions de la bourgeoisie avec lesquelles ils nouent d'ailleurs des alliances.

L'étendue des modes d'exercices possibles apparaît à l'étude fine des activités d'un médecin comme Hippolyte Mireur amené dans sa carrière, outre ses consultations au cabinet ou au domicile des patients, au titre de sa « spécialité » ou en qualité de « médecin de famille », à exercer comme médecin de compagnies d'assurances, médecin des mœurs, ou médecin des bureaux de secours lors des deux épisodes d'épidémie de choléra qui frappent Marseille en 1884-1885. De nombreux médecins de la rue y participent ou sont impliqués dans des institutions de bienfaisance diverses, le Service des Mœurs emploie quatre médecins de la rue de la République au même moment. On voit en tout cas que l'appartenance à la bourgeoisie pour les médecins n'exclut pas un regard, fut-il professionnel, distant, sur le peuple.

Certains médecins de la rue de la République et en particulier, ceux qui relèvent d'une certaine élite médicale ont ainsi **une double clientèle**, la clientèle relativement fortunée des cabinets et une clientèle populaire marquée par les maux de son temps, ici syphilis et choléra. Cette double clientèle a à voir avec l'installation de ces médecins à la fois dans une rue aux « beaux » immeubles susceptibles d'accueillir de « somptueux » cabinets médicaux, – et une adresse pour soi puisque cabinet et domicile sont, pour tous, confondus à ce moment-là – mais à proximité des vieux quartiers populaires de Marseille. Paradoxalement, cette double clientèle, visible par le fait qu'elle correspond à des attaches institutionnelles spécifiques, concerne les médecins les plus en vue de la rue, ceux qui occupent par ailleurs des positions de pouvoir dans la profession, par exemple en étant médecins hospitaliers ou enseignants à la faculté de médecine ou membres d'associations professionnelles.

Sans que la rue de la République ait vraiment attiré des médecins de l'élite

déjà installés ailleurs, elle n'a pas empêché les médecins qui y avaient leur adresse, à un moment ou à un autre de leur carrière et pour certains de manière continue, de rejoindre cette élite. Mais leur présence n'est pas égale tout au long de la rue. Les immeubles du sud de la rue, les plus proches du centre ville, sont les plus densément occupés par les médecins. Au Nord, les premiers à s'installer le font place de la Joliette, en lien avec les activités du Nouveau Port (médecin des Docks, pharmacie travaillant à l'avitaillement des bateaux). Lorsque la construction des immeubles les plus au Nord, au-delà de la place Sadi Carnot, s'achève, ce sont des officiers de santé, des sages-femmes, un bandagiste, qui y ont leur adresse, des intervenants, divers du point de vue du recrutement social comme des conditions d'exercice et du revenu, dont les compétences ne font pas l'objet des mêmes certifications que les médecins. On retrouve aujourd'hui une tendance assez proche à cette partition de l'espace, avec une densité de spécialistes particulièrement élevée au sud.

Conclusion

Aujourd'hui, la rue de la République n'est pas désertée du tout par les médecins. Les professions de santé se sont multipliées, renouvelées, spécialisées. toutes sont représentées dans la rue. Mais les professionnels, médecin ou autres n'y ont plus que rarement leur domicile. Certains ont même investi les rez-de-chaussée commerciaux vacants pour y implanter un cabinet de groupe dont l'usage exclusivement dédié à la pratique professionnelle apparaît nettement. Cela renvoie à une évolution de fond des professions libérales et peut-être au fait que le bâti ne correspond plus aux exigences de ces professions.

Reste l'effet en retour qu'exerce sur un quartier la présence de professions de santé. Outre le fait que les résidents sont ainsi assurés de pouvoir se soigner sur place, les professions de santé assurent une présence – accrue par les allées et venues de la clientèle – dans les immeubles lorsque certains semblent se vider. Leur présence contribue à l'entretien des immeubles face à la négligence parfois observée chez le bailleur : ils interviennent auprès de lui voire prennent en charge certains travaux, acceptant difficilement que leur clientèle soit soumise au passage dans des cages d'escalier trop dégradées. Enfin, ils constituent encore dans le quartier la présence d'une figure qui reste associée à la bourgeoisie, avec un effet rassurant pour les populations en ascension sociale dont d'autres ont parlé précédemment au cours de cette journée.

Bibliographie des textes cités

- ARBORIO A.-M. (2004) « L'élite médicale aux portes des quartiers populaires à la fin du XIXe siècle », in FOURNIER P., MAZZELLA S. (Dir.), *Marseille, entre ville et ports. Les destins de la rue de la République*, Paris, La Découverte, Coll. Recherches, 2004, p. 137-154.
- DAUMARD A. (1987), *Les Bourgeois et la bourgeoisie en France*, Paris, Aubier, Coll. Historique, 430 p.
- LEONARD J. (1981), *La médecine entre les pouvoirs et les savoirs*, Paris, Aubier Montaigne, Coll. Historique, 386 p.
- MAZZELLA S. (2004), « Commerces : une politique d'attente concertée », in FOURNIER P., MAZZELLA S. (Dir.), *Marseille, entre ville et ports. Les destins de la rue de la République*,

Paris, La Découverte, Coll. Recherches, 2004, p. 170-184.